

**PREFECTURE DE LA MOSELLE**

**DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION  
GENERALE**

**BUREAU DE  
L'ENVIRONNEMENT**

Affaire suivie par M. TALAU.

☎ : 03.87.34.88.97 - JT/JG

ARCRAYVA.DOC

**ARRETE**

N° 99-AG/2- **84**  
en date du **7 AVR 1999**

mettant en demeure la Société CRAY VALLEY de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 98-AG/2-174 du 31 juillet 1998 l'autorisant à exploiter deux ateliers de fabrication de résines thermoplastiques à CARLING-SAINT-AVOLD.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article 23 ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris en application de la loi susvisée ;

Vu l'arrêté n° 98-AG/2-174 en date du 31 juillet 1998 autorisant la Société CRAY VALLEY à poursuivre l'exploitation de deux ateliers de fabrication de résines thermoplastiques dits "Norsolerie I et II" sur la plate-forme chimique de CARLING-SAINT-AVOLD ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 24 février 1999 constatant que la Société CRAY-VALLEY n'a pas respecté certaines dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu la lettre de la Société CRAY VALLEY du 19 mars 1999 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La Société CRAY VALLEY SA dont le siège social est 92800 PUTEAUX, immeuble "Le Diamant" est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 98-AG/2-174 du 31 juillet 1998 :

- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles :

25, relatif au dépôt de résines

26, relatif aux conditions de stockage de trifluorure de bore

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

*Liberté Egalité Fraternité*

- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions des articles :

14.4, 14.5.1 et 14.5.2, relatifs aux normes et contrôles des effluents aqueux. L'étude sur la défluoration sera complétée par un chapitre sur les mesures envisagées pour respecter les seuils de fluorures en sortie de la station STE.

10.2, 23 et 28, relatifs à l'étude foudre et l'étude des dangers révisées.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

les Inspecteurs des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 07 AVR 1999

LE PREFET,

Pour le Prefet  
Le Secrétaire Général

POUR AMPLIATION  
Le Chef de Bureau

*[Signature]*



*[Signature]*

Joel TIXIER

M. C. SERRIN